



*(Re)centrer les communs en Afrique autour des territoires et cultures des
communautés locales*

RAPPORT

1. QUELQUES ELEMENTS CONTEXTUELS

La branche Africaine de l'IASC a organisé le 31 mars 2022 un webinaire à but informatif et surtout didactique et de débat portant sur le thème : « (Re)centrer les communs en Afrique autour des territoires et cultures des communautés locales ». L'événement, qui est l'aboutissement d'un processus sélectif d'une série de huit (8) communications (cf. l'agenda en **Annexe 1**), a connu à sa plus forte audience, la connexion de soixante-deux (62) participants (cf. les captures d'écran des internautes connectés en **Annexe 2**).

D'entrée, Koffi ALINON, membre du Conseil Exécutif de l'IASC a présenté cette association et surtout le processus en cours visant à mieux structurer une approche par les communs africains et francophones. En deux ans de mobilisation, il a été déjà possible d'organiser en juillet 2021 une conférence virtuelle sur les communs africains dont les productions sont toujours accessibles sur <https://africa.iasc-commons.org/african-commons-2020-web-conference/>. Il existe aussi une task force, qui sur la base de plans d'actions annuels, a déjà réussi à communiquer intensément sur l'association à travers un dépliant mis en ligne https://africa.iasc-commons.org/wp-content/uploads/2021/12/plaquette_IASC_v4.pdf. Démontrant les avantages liés à une adhésion à l'IASC notamment en termes d'accès aux ressources bibliographiques en ligne et au réseautage, M. ALINON a exhorté les jeunes chercheurs et praticiens à adhérer massivement à l'association à travers ce lien <https://iasc-commons.org/register-as-individualmember/>.

Le webinaire s'est articulé autour de trois (3) thèmes de discussion très animés. Le présent rapport en restituera les synthèses commentées et énoncera à la fin, des recommandations pour l'action en guise de perspectives.

2. THEME DE DISCUSSION 1 : « NORMES COUTUMIERES, FORMALISME JURIDIQUE ET DROIT DE PROPRIETE SUR LES COMMUNS »

Cette session a été modérée par Serigne Momar SARR (Membre de l'IASC ; Enseignant-Chercheur de l'Université de Ziguinchor, Sénégal).

La première communication de cette thématique fut l'œuvre de M. David TISSIDI, géographe de l'université de Maroua (Cameroun), sur le sujet « Enchevêtrement des droits locaux : cas des acteurs autour de la réserve forestière de Laf-Madjam (Extrême-Nord Cameroun). » M. TISSIDI part de la Loi forestière n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche en vigueur au Cameroun pour faire une analyse de la gestion multi-acteurs qui met en exergue plusieurs stratégies de gestion, matérialisant la vision de l'Etat de transférer certaines réserves forestières aux communes

compétentes mais où il existe un rapport de force dans l'implémentation de ce modèle, notamment les droits coutumiers face au droit moderne. L'hypothèse la plus plausible repose sur l'application plus théorique que pratique de la législation forestière qui traduit l'échec du processus de participation des acteurs au processus de gestion des réserves forestières. Le rapport de force entre acteurs institutionnels et communautés riveraines constituerait ainsi un frein à la préservation des ressources forestières, pourtant jouissant d'un statut juridique formellement élaboré.

La seconde communication fut animée par Mme Khadidiatou SENHOR du Marine Social Sciences de Leibniz ZMT (Allemagne) en co-production avec MM. Achim SCHLÜTER de la même institution et Bara DEME de l'University of Portsmouth (Royaume-Uni). Le sujet était : "Applying the Network of Action Situation to the Institutional framework of fisheries and Marine Protected Areas (MPA) governance in Senegal".

En révélant l'existence de nombreux organes de gouvernance des espaces marins créés au niveau ministériel et local au Sénégal visant à cogérer les écosystèmes et les ressources marines et côtières avec les communautés locales, Mme SENHOR décrit les instruments de gouvernance locale comme les comités locaux des pêches (CLP), les comités locaux de pêche artisanale (CLPA) et les comités de gestion des aires marines protégées (CGAMP). Cependant, cette pluralité de groupes d'acteurs conduit à une superposition des organes de gestion des ressources et des écosystèmes marins sans synergie ni collaboration effective entre eux. Ainsi, l'objectif de cette étude exploratoire est de comprendre comment l'interaction entre ces entités façonne la gouvernance des aires marines protégées (AMP) et de la pêche et sa durabilité. Elle utilise dans son analyse, le Network of Adjacent Action Situation framework (NAAS) conçu à partir de la composante principale du Institutional Analysis and Development framework (IADF). À cela, elle ajoute les théories du pouvoir dans la gouvernance polycentrique pour un diagnostic plus approfondi. Les résultats de cette étude aideront à comprendre les obstacles à une gouvernance efficace des pêcheries et des AMP et à identifier des solutions de gouvernance durable pour augmenter la capacité d'adaptation des pêcheries à petite échelle au Sénégal.

En termes de discussions, les deux présentateurs ont été interpellés respectivement sur la question des conflits au sein des espaces-ressources, le chevauchement des différents droits sur le terrain, d'une part pour M. TISSIDI et d'autre part sur la reproduction et la pérennité des espèces, les politiques mises en avant par l'Etat du Sénégal avec les acteurs de la pêche dans la problématique abordée par Mme SENHOR.

En définitive, on remarque dans les deux communications, la pluralité des acteurs qui interagissent à travers des normes différentes, malgré l'ambition d'une gestion participative. Il en découle une confrontation qui peut déboucher sur des conflits autour des espaces-ressources ; ce qui est de nature à remettre en cause la durabilité des ressources. Aussi, doit-on remarquer l'effort manifeste d'adopter et d'adapter l'Institutional Analysis and Development framework comme modèle d'analyse des éléments de terrain ; ce qui conforte l'avenir de la théorie de la gouvernance des communs.

3. THEME DE DISCUSSION 2 : « CONFLITS D'USAGES AUTOUR DES ESPACES-RESSOURCES »

Cette deuxième thématique a été modérée par Koffi ALINON (Membre du Conseil Exécutif de l'IASC ; Chercheur, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement– CIRAD, Tchad).

La session s'ouvre avec la présentation de M. Boureima TOURE, Anthropologue à l'Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako (Mali) sur le thème : « Problématique de la gestion consensuelle des ressources et des systèmes d'exploitation interdépendants dans la zone Office du Niger au Mali. » Les règles d'accès complémentaires aux ressources agropastorales par les différents

acteurs du delta intérieur ont été établies depuis le 14^{ème} siècle par des prescriptions séculaires de la Dina. Mais celles-ci ont été bouleversées par la pénétration coloniale, le grand aménagement hydroagricole de l'Office du Niger (ON), l'émergence de nouveaux acteurs institutionnels de l'Etat post-colonial et le processus de décentralisation. Des entretiens dans cinq zones de production de l'ON combinés à des sources bibliographiques secondaires ont permis à l'auteur de prendre le parti d'utiliser le prisme de l'approche par « l'auto-organisation » comme décrite par Elinor OSTROM comme la plus adaptée pour rendre compte des mutations en cours dans ce contexte.

Ensuite est intervenue la deuxième présentation portant sur la « Mobilité pastorale en contexte d'insécurité liée à Boko Haram et diversité des conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles en zone sahélienne camerounaise » par Jules BALNA, Géographe à l'Université de Maroua (Cameroun). Le contexte est rendu conflictuel de par la croissance du flux de transhumance en provenance des autres pays de la Communauté du Bassin du Lac Tchad (CBLT), l'augmentation des fronts pionniers, les effets du changement climatique et l'insécurité due au mouvement Djihadiste Boko Haram et aux rapt et prises d'otages. Sur la base de 510 questionnaires administrés dans cinq des six départements de la Région de l'Extrême-Nord, cette recherche a généré une typologie des conflits et des acteurs impliqués de même que les mécanismes de résolution qui au final semblent n'acter qu'un statu quo qui profite à certaines instances traditionnelles de régulation.

La troisième intervention de cette session a porté sur le thème : « Vers une guerre ouverte et maintenue pour le contrôle des ressources pastorales dans les yaérés du Logone : enjeux et jeux acteurs ». En l'absence du doctorant Evele ZACHARIE (en géographie, Université de Maroua), c'est Valentin ZOUYANE, (Géographe, Université de Ngaoundere) qui a délivré la communication. Les Yaérés sont les zones inondables adjacentes au fleuve Logone propices à la culture de décrue mais qui se retrouvent de plus en plus disputées entre les éleveurs et les agriculteurs. Ce travail, qui entre dans le cadre d'une thèse en cours, indexe prioritairement le manque d'un cadre législatif (type code pastoral) pouvant réguler les compétitions sur la ressource qui demeurent toujours gérées par les autorités traditionnelles.

Les participants ont ensuite interpellé les auteurs sur des points d'éclaircissement terminologique et sur des questionnements de fond. Ainsi des détails ont été apportés sur ce qu'est l'ordalie comme outil contribuant à la résolution des conflits et ce que recouvre la gestion consensuelle des conflits dans le contexte du centre du Mali. Sur les remarques portant sur le rôle de l'Etat, les auteurs ont reconnu qu'il demeure primordial. Cependant au-delà de la prétention de la régulation domaniale des espaces agropastoraux, le constat sur le terrain corrobore plutôt l'absence de l'Etat dont le vide est comblé par les arrangements plus ou moins durables entre acteurs dont les éleveurs semblent globalement lésés en matière de règlement de conflits.

Au final la session a été vivante et animée malgré le temps limité. Les idées qui ont émergé et pourront faire l'objet de recherches futures, concernent :

- La poursuite des sujets de recherche sur le terrain des « communs pastoraux » qui sont bien au cœur de la mutation observée sur le changement d'affectation des terres et la gouvernance qui y est liée dans ce contexte de marchandisation de la ressource et d'individualisation des droits d'accès. Ces chantiers de recherches pourront concerner le nexus zones d'élevage et zones de transit et d'accueil des transhumants et le comparatif dispositif législatif et institutionnel régional par rapport au national/local/coutumier.
- La prise en compte du changement climatique qui n'apparaît pas directement aux yeux des auteurs comme une cause des conflits mais comme un facteur d'accélération et d'aggravation des conflits.
- La nécessité de considérer de façon holistique les acteurs et les enjeux des compétitions autour des ressources pour sortir de la seule confrontation « agriculteurs contre éleveurs »

qui ne rend compte finalement que partiellement de la complexité des rapports sociaux dans ces milieux.

4. THEME DE DISCUSSION 3 : « GESTION DES COMMUNS ET ENJEUX DU DEVELOPPEMENT DURABLE POUR L'AFRIQUE »

Cette thématique a été modérée par Rim JEMLI (Membre de l'IASC ; Enseignante-Chercheuse de l'Université de Sfax, Tunisie).

Au cours de cette session, les participants ont écouté des intervenants émanant de trois disciplines différentes :

- Une 1^{ère} Intervention en Sciences de Gestion : « L'impact du réchauffement climatique sur les filières de produits équitables et les communautés de producteurs : cas du cacao durable en Côte d'Ivoire », présentée par Mme. Mantiaba COULIBALY-BALLET et son coauteur M. Marc VALAX- Université Côte d'Azur, Laboratoire GRM (France).
- Une 2^{ème} Intervention en Sciences Économiques : « Gouvernance polycentrique des grands parcours du sud de la Tunisie : baliser les voies de la coopération », présentée par Mr. Mabrouk LAÂBAR, Laboratoire d'Economie et Sociétés Rurales (LESOR), Institut des Régions Arides de Médenine (Tunisie).
- Une 3^{ème} Intervention en Géographie : « Enjeux fonciers et stratégies d'acteurs dans l'espace périurbain de la commune d'Avrankou (Sud Benin) », présentée par M. Mivossin Philippe TOGNON et ses coauteurs M. Nadohou Alodédji Richard AHODO-OUNSOU et M. Antoine Yves TOHOZIN, Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR), Département de géographie et aménagement du territoire (FASHS-UAC) (Bénin).

Les trois interventions ont bien réussi à répondre au thème de discussion proposé et ceci via l'étude de la gestion de divers systèmes de ressources naturelles (ou encore les CPR selon Elinor OSTROM). Les différentes présentations viennent pour consolider le sujet du 1^{er} Webinaire qui vise à recentrer les Communs en Afrique eu égard de l'approche Ostromienne. En plus, les différentes présentations ont mis en exergue les enjeux de développement durable selon les détails qui suivent :

- La 1^{ère} Intervention a porté sur la culture du Cacao en Côte d'Ivoire dans le contexte du changement climatique. Dans sa présentation Mme. COULIBALY-BALLET a pu convoquer divers objectifs de développement durable dont notamment : la lutte contre la pauvreté, l'éducation des enfants, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Ces objectifs sont atteints et concrétisés via la promotion du Label du commerce équitable "Fairtrade".
- La 2^{ème} Intervention s'est focalisée sur les ressources pastorales au Sud-tunisien qui sont déjà sous la pression du climat aride de la région. Cette pression ne peut que s'intensifier en contexte des changements climatiques. Dans sa présentation, M. LAÂBAR a posé la question de l'optimisation de la gestion collective de ces pâturages communs. En plus, il a proposé les perspectives d'autonomisation des communautés pastorales.
- La 3^{ème} Intervention a traité de la gestion de l'espace périurbain et du paysage naturel dans la commune d'Avrankou au Sud du Bénin. Dans sa présentation, M. TOGNON a proposé les pistes de valorisation et de préservation de cet espace naturel dont notamment la promotion des circuits du tourisme culturel.

À la suite de ces différentes interventions, une riche discussion a permis de mettre en exergue le statut de divers communs naturels tout en permettant le recoupement entre leurs modes de gestion collective et les trois piliers du développement durable : l'économique, le social et l'environnemental.

5. NOTES FINALES ET PERSPECTIVES

M. Everisto MAPEDZA (Coordinateur régional de l'IASC Afrique ; Chercheur principal, International Water Management Institute – IWMI, Accra, Ghana) a rassemblé quelques points pour la suite du processus qui devra se poursuivre avec d'autres webinaires trimestriels. La diversité des ressources en biens communs servant de base à l'action collective telle que ressortie des différentes communications, pose la question de leur durabilité face au changement climatique eu-regard au dernier rapport du GIEC. Il a appelé à maintenir une rigueur dans la conceptualisation des communs assortie de méthodologies robustes et solides dans la lignée des travaux au sein de l'IASC. A ce propos une approche multidisciplinaire doit être privilégiée tout en tenant compte du contexte qui est diversifié et qui voit émerger de nouveaux acteurs avec la décentralisation et la mondialisation.

La nature multiforme et compliquée des conflits doit amener néanmoins la recherche à tenter des typologies basées sur les aspects économiques, moyens de subsistance, ampleur et les dimensions des conflits (locaux, nationaux, transfrontaliers, mondiaux). Au demeurant, au-delà de la description théorique de leurs statuts, ce qui est primordial est d'objectiver les biens communs dont les populations locales veulent.

M. MAPEDZA a encouragé les participants à rejoindre l'IASC et a informé sur les prochains événements de la branche IASC Afrique notamment une conférence en présentiel prévue pour le quatrième trimestre 2022 à Dakar au Sénégal et portant sur la Sécurité et les Biens Communs au Sahel et dans la Corne de l'Afrique ainsi que la Conférence biennale de l'IASC prévue du 19 au 24 juin 2023 à Nairobi au Kenya.

Commencée à 10h12 GMT, le webinaire a été clôturée à 13h05 à la satisfaction des participants.

Programme

Jeudi 31 mars, 10h - 12h30 (GMT)

Notes introductives et discussion (10h00-10h20)

Facilitateur : Koffi ALINON (Membre du Conseil Exécutif de l'IASC ; Chercheur, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD, Tchad)

10h-10h10 : Présentation des participants, Mots d'ouverture, Présentation de l'IASC

10h10-10h20 : Objectifs du Webinaire, Discussion sur l'organisation des échanges

Thème de discussion 1 : Normes coutumières, formalisme juridique et droit de propriété sur les communs (10h20 - 10h50)

Animation de la thématique : Serigne Momar SARR (Membre de l'IASC ; Enseignant-Chercheur de l'Université de Ziguinchor, Sénégal)

10h20-10h30 : **David TISSIDI**, Géographie – *Enchevêtrement des droits locaux : cas des acteurs autour de la réserve forestière de Laf-Madjam (Extrême-Nord Cameroun)* - Université de Maroua (Cameroun)

10h30-11h40: **Khadidiatou SENGHOR***, **Achim SCHLÜTER*** & **Bara DEME****, Marine Social Sciences – *Applying the Network of Action Situation to the Institutional framework of fisheries and Marine Protected Areas (MPA) governance in Senegal* - Leibniz ZMT (Allemagne)*, University of Portsmouth (Royaume-Uni)**

10h40-10h50 : Discussion

Thème de discussion 2 : Conflits d'usages autour des espaces-ressources (10h50 - 11h35)

Animation de la thématique : Nadohou Alodédji Richard AHODO-OUNSOU (Membre de l'IASC ; Chercheur de l'Université d'Abomey-Calavi, République du Bénin)

10h50-11h00 : **Boureima TOURE**, Anthropologie – *Problématique de la gestion consensuelle des ressources et des systèmes d'exploitation interdépendants dans la zone Office du Niger au Mali* - Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako (Mali)

11h00-11h10 : **Jules BALNA**, Géographie – *Mobilité pastorale en contexte d'insécurité liée à Boko Haram et diversité des conflits autour de l'exploitation des ressources naturelles en zone sahélienne camerounaise* - Université de Maroua (Cameroun)

11h10-11h20 : **Valentin ZOUYANE*** & **Evele ZACHARIE****, Géographie – *Vers une guerre ouverte et maintenue pour le contrôle des ressources pastorales dans les yaérés du Logone : enjeux et jeux acteurs* - Université de Maroua*, Université de Ngaoundere** (Cameroun)

11h20-11h35 : Discussion

Thème de discussion 3 : Gestion des communs et enjeux du développement durable pour l'Afrique (11h35 - 12h20)

Animation de la thématique : Rim JEMLI (Membre de l'IASC ; Enseignante-Chercheuse de l'Université de Sfax, **Tunisie**)

11h35-11h45 : **Mantiaba COULIBALY-BALLET & Marc VALAX**, Sciences de Gestion – *L'impact du réchauffement climatique sur les filières de produits équitables et les communautés de producteurs : cas du cacao durable en Côte d'Ivoire* - Université Côte d'Azur, Laboratoire GRM (**France**)

11h45-11h55 : **Mabrouk LAÂBAR**, Sciences Économiques – *Gouvernance polycentrique des grands parcours du sud de la Tunisie : baliser les voies de la coopération* - Laboratoire d'Economie et Sociétés Rurales (LESOR), Institut des Régions Arides de Médenine (**Tunisie**)

11h55-12h05 : **Mivossin Philippe TOGNON***, **Nadohou Alodédji Richard AHODO-OUNSOU** & Antoine Yves TOHOZIN*****, Géographie – *Enjeux fonciers et stratégies d'acteurs dans l'espace périurbain de la commune d'Avrankou (Sud Bénin)* - Laboratoire d'Etudes des Dynamiques Urbaines et Régionales (LEDUR), Département de géographie et aménagement du territoire (FASHS-UAC) (**Bénin**) 12h05-12h20 : *Discussion*

Notes conclusives et perspectives (12h20 - 12h30)

Facilitateur : Everisto MAPEDZA (Coordinateur régional de l'IASC Afrique ; Chercheur principal, International Water Management Institute – IWMI, Accra, **Ghana**)

Le lien Zoom pour participer au Webinaire :

<https://us02web.zoom.us/j/3395608884?pwd=ejJQVWdFRUhuK2dVeWFKbG1NTTVnZz09>

ID de réunion : 339 560 8884

Code secret : 17092021

ANNEXE 2 CAPTURE (PARTIELLE) D'ECRAN DES PARTICIPANTS

